



PLENIERE DU 18 OCTOBRE 2010

RAPPORT « APPEL A PROJETS ENERGIES »

***Intervention de Claude Taleb,
Vice-président à l'économie des territoires, l'économie
sociale et solidaire, la coopération Nord/Sud***

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Le groupe Europe écologie approuve sans réserve les objectifs assignés à cet appel à projets placé sous le double signe de l'économie et des énergies alternatives.

Nous sommes convaincus que la mutation écologique est la principale voie d'avenir et d'espérance pour l'économie et pour l'emploi dans notre région.

En effet, nous le savons au moins depuis l'élaboration du SRADT, la prospérité indéniable de nos principaux opérateurs économiques s'est historiquement payée d'une condition salariale plus précaire que dans d'autres régions, de nuisances environnementales qui demeurent prégnantes, d'indicateurs de santé publique toujours préoccupants.

Ce modèle est socialement, économiquement, et écologiquement insoutenable.

Les salaires et les revenus sont comprimés au point que la formule selon laquelle « ***nous sommes une région riche peuplée de pauvres*** » a fait florès.

Les activités économiques en Haute Normandie consomment 40 % de la consommation totale des énergies, 2 fois plus qu'ailleurs, et 70 % de celles ci sont d'origine fossile.

Nos indicateurs de santé publique, la prévalence des maladies broncho-pulmonaires, l'épidémie de cancers environnementaux, sont indéniablement liés à la mauvaise qualité de notre air, de notre eau.

Les espaces naturels et ruraux continuent à être grignotés chaque année plus qu'ailleurs par l'étalement urbain et une certaine vision, non responsable, du développement économique.

Voilà pourquoi nous sommes convaincus que les habitants de notre région ont tout à gagner à la conversion écologique des activités économiques.

Partisans d'une révolution copernicienne en économie, nous apprécions à sa juste valeur le choix politique majeur qui nous est proposé afin de favoriser l'innovation qui en vaut la peine : l'émergence et le développement de l'économie verte.

D'autant comme vous le savez, que les candidats et les listes Europe écologie ont fait de cet objectif de conversion un de leurs thèmes majeurs depuis les Européennes de 2009.

Les 150 millions d'euros d'investissements programmés apportent la double démonstration que notre collectivité investit, et qu'elle le fait en faveur d'un nouvel avenir et du bien être des habitants et des territoires.

Le signal qui est adressé, via ce dispositif, au monde économique régional, est clair. Souhaitons qu'il soit perçu et qu'il contribuera à dissuader ceux d'entre eux qui nous persistent à nous proposer la fuite en avant vers l'abîme avec la spécialisation de notre région dans les industries du risque ou la recherche de la poudre de perlimpinpin qui nous permettrait de poursuivre la course au productivisme industriel et agricole.

De ce point de vue aussi, je souhaite souligner notre accord tant avec les clairs objectifs qu'avec le dispositif soumis à l'approbation de notre assemblée.

Notamment la production d'énergies renouvelables « dans une double approche économique et environnementale ».

Oui il est possible demain de créer de nombreuses et nouvelles entreprises et nouveaux emplois, non délocalisables, dans ces filières, la biomasse qui explose et appelle cependant des régulations écologiques et économiques, le solaire thermique et photovoltaïque, la géothermie, l'éolien.

Dans l'ouest de notre région, c'est une filière d'excellence des « énergies du littoral » qui serait à l'ordre du jour elle n'avait été retardée par les addictions au pétrole et au nucléaire. Je forme le vœu que nous pourrions mesurer la réussite de l'appel à projets à la création d'un pôle des énergies marines et d'un pôle industriel éolien en mer.

J'en profite au passage pour tordre le cou à l'idée selon laquelle les écologistes seraient « contre l'industrie ».

Nous sommes juste favorables à de nouvelles industries, à d'autres industries, profitables à la qualité de vie collective et bénéfiques pour le climat et la biodiversité. Dans cette logique, nous souhaitons faire plus qu'assembler ou installer mais aussi produire.

Il a été établi qu'on créerait deux fois d'emplois en maîtrisant l'ensemble de la filière, de la production, à l'installation, en matière d'énergie bois : 1 500 emplois nouveaux pour seulement atteindre 10 % d'énergies renouvelables dans la consommation des ménages.

On estime plus généralement à 15 000 emplois nouveaux, le potentiel de création d'emplois qualifiés, durables, toutes filières ; éolien, solaire, biomasse et efficacité énergétique, dans notre région.

La pose de panneaux photovoltaïques made in china n'est pas une fatalité. L'installation d'éoliennes en mer assemblées et produites en Haute Normandie n'est pas une chimère.

C'est un projet... industriel et écologique créateur d'emplois, dans une région qui regorge de savoir-faire industriels!

Le choix des deux autres axes de développement ; le bâtiment avec la valorisation des de l'éco-construction et la mobilité durable sont également très pertinents. Sur ce dernier axe, c'est une véritable révolution qui est annoncée à l'horizon de quelques décennies. L'industrie automobile ne sera bientôt plus celle du XXème siècle. On a récemment vu un prototype de motorisation élaboré avec le concours de la Région qui fonctionne en consommant deux fois moins de carburant. Il reste une évolution sociétale indiscutable : le modèle du chacun dans sa voiture décroît et c'est tant mieux, d'autres usages émergent, plus collectifs plus partagés, alternant avec le recours croissant à la mobilité par les transports en commun. Et j'imagine donc que ce dernier axe pourra être accueillant tout à la fois aux porteurs de projets de reconversion industrielle de leurs sites tel, le projet de déconstruction de véhicules qui a émergé à Sandouville comme aux acteurs qui tentent de définir de nouvelles prestations de services en matière d'usages partagés ou de multimodalité.

Voilà d'immenses chantiers pour créer des emplois nouveaux sans injurier l'avenir de la planète.

La région ne peut sans doute pas à elle seule le mener à bien, il appelle la participation active de tous les acteurs de l'économie et de la formation.

Mais il est à la fois naturel et très encourageant qu'elle prenne l'initiative.